

BB/30

VERSEMENTS DIVERS

Intitulé : MINISTÈRE DE LA JUSTICE - VERSEMENTS DIVERS

Niveau de classement : sous-série du cadre de classement

Dates extrêmes : 1754-1987

Importance matérielle : 244 m.l. (2000 articles environ).

Conditions d'accès : librement communicable.

Noms des producteurs : ministère de la Justice (tous bureaux et directions).

Histoire de la conservation :

La sous-série BB/30, la plus hétérogène de toutes, se compose, en fait, d'un ensemble de versements effectués par les bureaux de la place Vendôme aux Archives nationales de 1904 à nos jours. Elle a posé, dès le début, un double problème : d'une part, l'origine de documents qui, pendant quarante ans, furent versés dans un incroyable état de désordre, d'autre part, le traitement qui leur serait réservé aux Archives nationales. Ce caractère de mélanges a été accentué par les apports des versements successifs qu'il n'a pas été possible de rapprocher des groupes de même nature déjà classés. On a donc renoncé à répartir les documents entre les autres sous-séries de BB existantes.

Présentation du contenu :

La sous-série BB/30 regroupe des versements disparates effectués par le ministère de la Justice, qu'on a renoncé à répartir entre les autres sous-séries de BB. Toutefois BB/30 présente quelques éléments d'unité : les documents ont souvent un caractère politique et proviendraient, semble-t-il, en assez grand nombre du cabinet du ministre de la Justice. Une présentation sommaire du contenu de la sous-série est très difficile. On peut reconnaître cependant qu'un premier groupe d'articles formé des versements les plus anciens reflète un classement chronologique rudimentaire ; le reste de la sous-série présente un classement par matières, au fur et à mesure de l'intégration des versements, mêlé à des groupes d'articles de caractère résiduel ou groupés par commodité matérielle comme les registres.

Dans une deuxième partie de la sous-série BB/30 ont été classés des documents la période de Vichy entrés aux Archives nationales par versements successifs de 1956 à 1987. Un grand nombre de ces dossiers concerne des organismes temporaires, nés au ministère de la Justice des événements de la Seconde Guerre mondiale : juridictions spéciales, commissariat à la Justice d'Alger, inspection générale des services judiciaires, Service de recherches des crimes de guerre. Une autre catégorie de documents reflète l'activité des cabinets des divers gardes des Sceaux, ainsi que du Secrétariat général pour la période de Vichy.

Instruments de recherche : Voir l'[*État des inventaires*](#)

Sources complémentaires :

Archives nationales (Paris) : presque toutes les autres sous-séries de BB trouvent leur complément dans BB/30.

Sources de la notice :

- *État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères et les administrations qui en dépendent*, tome IV (versements du ministère de la Justice).

- *Les Archives nationales. État général des fonds*, publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France (tomes II et V), 1978 et 1988.

Date de la notice : 2006

Auteurs de la notice : Danis HABIB (Brigitte BLANC et Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE).

BB/30/1 à 12. BB/30/13.	Papiers du duc d'Aiguillon. 1754-1773. Affaires et questions diverses relatives aux cours et aux tribunaux d'Ancien Régime. 1788-1790.
BB/30/14 à 18.	Événements révolutionnaires : affaire Bournissac, fuite du roi, journées révolutionnaires de 1792. 1789-1792.
BB/30/19 et 20. BB/30/21 à 23.	Détenus de Bicêtre et de la Salpêtrière. 1789-1792. Relations du garde des sceaux, puis du ministre de la Justice avec les assemblées, les autres ministres, la commission des administrations civiles, police et tribunaux, le Comité de salut public. 1789-an II [septembre 1793-septembre 1794].
BB/30/24 à 26. BB/30/27. BB/30/28.	Tribunal révolutionnaire. 1793-an II [septembre 1793-septembre 1794]. Acceptation de la Constitution de 1793. 1793. Commission des administrations civiles, police et tribunaux, Conseil exécutif provisoire. Affaires et questions diverses soumises au conseil exécutif provisoire, à la commission des administrations civiles, police et tribunaux. 1792-an III [septembre 1794-septembre 1795].
BB/30/29 à 32. BB/30/33 à 55.	Comité de Salut public. 1793-an III [septembre 1794-septembre 1795]. Sceau : lettres diverses soumises au sceau, grâces accordées ou demandées. 1770-1792.
BB/30/56 et 57. BB/30/58 à 96.	Minutes d'arrêts du conseil, édits, ordonnances et lettres patentes. 1789-1791. Mélanges concernant surtout la fin de l'Ancien Régime et la Révolution. Pensions des magistrats (1789-1792) ; Conseil d'État, Grand conseil, bailliages et présidiaux, intendances, universités, clergé régulier, hôpitaux, ministres du roi, comité contentieux des départements, chambres des comptes, cours des aides, cours des monnaies, commissions et bureaux des finances, maréchaussées, Châtelet, Prévôté de l'Hôtel, officiers municipaux, chancelleries, « bureau des réunions », parlements et conseils supérieurs, états provinciaux, protestants (1776-1792) ; résultats des élections aux États-généraux (1789) ; questions juridiques et financières diverses, notamment hypothèques, état civil, successions, Eaux et forêts, dette nationale (1789-1792) ; Maisons et biens des princes du sang (1789-1790) ; mouvements populaires (1788-1793).
BB/30/97 à 101/3. BB/30/102 à 125.	Capitulation de Baylen. 1808-1844. Comité de Législation de la Convention. An II-an IV [septembre 1793-septembre 1796].
BB/30/126 à 146. BB/30/147 à 155.	Vente des biens nationaux : décrets. 1790-1792. Émigrés : radiations et amnisties. An VII [septembre 1798-septembre 1799]-1815.
BB/30/156 à 163.	Mélanges concernant surtout la fin de l'Ancien Régime et la Révolution. Questions juridiques, de législation : municipalités, bénéfices ecclésiastiques, jurisprudence criminelle (1789-an II [septembre 1793-septembre 1794]) ; universités (1789-1792) ; formation des départements (1790) ; affaires politiques de 1789 à 1793 (1789-1793) ; comité de législation (1792-an IV [septembre 1795-septembre 1796]) ; Tribunal révolutionnaire (1793-an II [septembre 1793-septembre 1794]) ; poursuites contre les membres de la famille de Bourbon (1792-an III [septembre 1794-septembre 1795]) ; mission de Reinhard, commissaire du gouvernement en Toscane (an VII [septembre 1798-septembre 1799]).
BB/30/164 à 169.	Pays réunis à la France : législation française, émigrés, affaires judiciaires, passeports, troubles. 1793-1814.
BB/30/170 à 173.	Événements du 18 brumaire an VIII [septembre 1799-septembre 1800]. An VIII [septembre 1799-septembre 1800].
BB/30/174.	Émigrés. Commission de radiation des émigrés. An VIII-an XI [septembre 1799-septembre 1803].
BB/30/175 à 178.	Mélanges concernant surtout l'Ancien Régime et la Révolution. Questions diverses : princes du sang, ducs et pairs, administration de la Justice, ordres du Saint-Esprit de Montpellier et de Saint-Lazare, frais de Justice, enfants trouvés (xviii ^e siècle) ; procès et affaires politiques du xviii ^e siècle (1717-1749) ; assemblée des notables de 1788 ; échange de la principauté de Sedan contre les duchés d'Albret et de Château-Thierry (1659) ; travaux historiques et littéraires faits sous la direction de Moreau, historiographe de France (1781-1792) ; Archives nationales, agence temporaire des titres, archives du Tribunal révolutionnaire, bibliothèque du ministère de la Justice (an III-an VII [septembre 1794-septembre 1799]) ; affaires et procès criminels divers, notamment procès Beaumarchais, procès des Fermiers généraux (1789-1794) ; dossier personnel du colonel Godinot de Vilaire (1761-1817).
BB/30/179 à 189.	Mélanges concernant surtout le Consulat et l'Empire.

- Pays réunis à la France (an X [septembre 1801-septembre 1802]-1814) ; grâces accordées le 9 août 1806 ; préséances (1807-1841) ; Français à l'étranger (an XI [septembre 1802-septembre 1803]) ; questions diverses : organisation judiciaire, Conseil d'État, frais de justice, ambassadeurs, cultes et associations religieuses, population de l'Empire, etc. (1807-1814) ; affaires politiques et criminelles diverses, notamment affaire Palm, affaire Maghella (1806-1812) ; recommandations au Grand Juge pour des fonctionnaires de l'ordre judiciaire (an XI [septembre 1802-septembre 1803]-1808) ; demandes de souscriptions adressées au Grand Juge (an XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1813) ; délibérations de l'assemblée des chambres de la cour impériale de Paris (1811-1813) ; événements de 1813 et 1814, Cent-Jours (1813-1815) ; prisonniers d'État (1806-1814).
- BB/30/190 à 192. Mélanges concernant surtout la Restauration.
- Affaires criminelles et politiques de 1815 à 1820 ; événements de 1814 et 1815 (1814-1818) ; presse (1814-1820) ; correspondances, en partie étrangères à la Justice, sur les sujets les plus divers (1814-1820).
- BB/30/193 à 249. Correspondance du ministère de la Justice, notamment avec les procureurs généraux des cours royales, sur des affaires politiques ou diverses (classement par cour ou alphabétique). 1814-1829.
- BB/30/250 à 254. Dossiers d'affaires de toute nature (classement alphabétique). 1814-1823.
- BB/30/255 à 257. Papiers du duc de Richelieu : papiers saisis à sa mort chez le duc de Richelieu. 1820-1822.
- BB/30/258 à 272. Mélanges concernant surtout la Restauration.
- Incendies de 1822 (1822-1823) ; affaires diverses, notamment dettes du comte de Provence, condamnés au bannissement (1815-1826) ; feuilles de travail du garde des sceaux (1815-1833) ; chambre des pairs et chambre des députés (1815-1819) ; rapports des procureurs généraux et de procureurs du roi au ministre de la Justice sur des affaires politiques de leur ressort (1820-1832) ; élections législatives de 1824 (1824) ; guerre d'Espagne (1823-1824) ; recherches sur la mort de Louis XVII, exhumation du duc d'Enghien (1817-1826) ; mort de Louis XVIII et avènement de Charles X (1824-1825) ; questions diverses de législation, de droit civil et d'organisation judiciaire (1815-1828) ; presse (1820-1827).
- BB/30/273 à 295. Mélanges concernant surtout la Monarchie de Juillet.
- Chambre des pairs et chambre des députés (1815-1848) ; Cour des comptes (1814-1822) ; questions judiciaires, financières, de législation (1814-1848) ; prestations de serment, notamment des ministres, des magistrats, des avocats au Conseil (1814-1847) ; affaires diverses, civiles, criminelles, politiques (1823-1849) ; presse (1836-1848) ; commission de révision des lois, préparation de projets de lois de toute nature (1828-1861) ; liquidation de l'ancienne liste civile (1830-1834) ; résidus de correspondances du ministère de la Justice (1827-1853) ; adresses à l'occasion de la mort du duc d'Orléans (1842) ; cérémonies publiques (1816-1848) ; *Journal des savants, ordonnances des rois de France, Olim* du Parlement de Paris (1816-1843) ; protocoles imprimés des conférences tenues à Londres sur les affaires de Belgique (1830-1832) ; Imprimerie royale (1822-1835) ; élections législatives de 1842 (1842-1843) ; impressions de la chambre des représentants de Belgique (1833-1841).
- BB/30/296 à 327. Mélanges concernant surtout la Seconde République.
- Journées de février 1848 (1848) ; gouvernement provisoire, commission du pouvoir exécutif et chef du pouvoir exécutif (1848-1851) ; élections de 1848 à 1850 (1848-1850) ; affaires diverses surtout politiques (1848-1850) ; dépêches télégraphiques du ministère de la Justice, postes et télégraphes (1839-1852).
- BB/30/328 à 357. Correspondance du ministère de la Justice, notamment du cabinet, sur des affaires politiques ou diverses (classement alphabétique et chronologique). 1848-1859.
- BB/30/358 à 366. Troubles postérieurs à la Révolution de février 1848 (1848-1850), affaires politiques diverses (1850-1867).

Rapports et correspondance des procureurs généraux

- BB/30/367 à 390. Rapports et correspondance des procureurs généraux. Rapports politiques des procureurs généraux des cours d'appel au ministre de la Justice (classement par cours et chronologique). 1849-1870.
- BB/30/391 à 425. Affaires politiques de 1850 à 1860.
- BB/30/426 à 461. Mélanges concernant surtout le Second Empire.
- Élections de 1857 à 1870, plébiscite du 8 mai 1870 (1857-1870) ; troubles et délits relatifs aux subsistances et aux fausses nouvelles ((1853-1860) ; affaires religieuses : cultes catholique et protestant, Saint-Simonisme (1825-1861) ; adresses à l'occasion du rétablissement de l'Empire, de la naissance du prince impérial, de l'attentat d'Orsini, de la

- paix de Villafranca, de l'attentat de Berezowski, de la découverte du complot contre l'empereur et du résultat du plébiscite de 1870 (1852-1870) ; insurrection d'Angers en 1855 (1856-1859) ; attentat d'Orsini (1858) ; loi de sûreté générale du 27 février 1858 (1858-1870) ; décret d'amnistie du 16 août 1859 (1859-1864) ; question romaine et pouvoir temporel du pape (1860) ; presse (1850-1870) ; famille impériale (1850-1867) ; questions judiciaires et administratives, projets de lois (1841-1874) ; affaires et événements divers (1855-1866).
- BB/30/462 à 483. Grâces : demandes de grâces des condamnés des commissions mixtes de 1852 (classement par départements, 1852-1858) ; résidus divers concernant les grâces (1791-1861) ; rapports au prince président, puis à l'empereur concernant les grâces et les réhabilitations (1852-1856).
- BB/30/484 et 485. Mélanges concernant le Second Empire : affaires criminelles de droit commun (1860) ; questions judiciaires, politiques (1851-1870).
- BB/30/486 à 495. Mélanges concernant surtout la Troisième République.
- Poursuites contre les insurgés de la Commune de Paris (1781-1873) ; questions de législation, projets de lois de toute nature (1870-1881) ; affaires politiques, criminelles (1870-1881) ; élections (1871-1879) ; questions judiciaires internationales (1838-1877).
- BB/30/496 à 523. Ministère de la Justice (administration centrale).
- Personnel : traitements, demandes de places, nominations, pensions et secours, service militaire (1791-1910) ; Grande chancellerie de France (1778-1789) ; formules de chancellerie (1748-1811) ; organisation des bureaux du ministère de la Justice (1791-1875) ; dépenses du ministère de la Justice (1816-1882) ; hôtel de la chancellerie et du ministère de la Justice (1718-1896) ; conseil d'administration du ministère de la Justice (1823-1888) ; archives et bibliothèque du ministère, archives de l'ancienne secrétairerie d'État impériale, commission de la correspondance de Napoléon I^{er} (an VII [septembre 1798-septembre 1799]-1876) ; ambulance installée au ministère de la Justice pendant le siège de Paris (1870-1871).

Organisation judiciaire

- BB/30/524 à 613/2. Organisation judiciaire, personnel judiciaire.
- Nominations, formation, demandes de places, discipline, traitements, démissions, pensions et secours du personnel judiciaire de toute catégorie (1792-1936) ; cours et tribunaux dans les pays réunis (1806-1813) ; conseil des prises (an VIII [septembre 1799-septembre 1800]-1812) ; organisation des tribunaux de commerce (1807-1808) ; jurys criminels (an XII [septembre 1803-septembre 1804]-1875) ; codes (an VII-an XIII [septembre 1798-septembre 1805]) ; timbres et cachets à l'usage des cours et tribunaux (an XIII [septembre 1804-septembre 1805]-1869) ; projets de lois, lois, circulaires, instructions relatives à l'organisation judiciaire (1814-1918) ; affaires diverses concernant l'organisation ou l'administration judiciaires (1830-1901) ; organisation judiciaire du comté de Nice et de la Savoie (1860-1863) ; inspections faites par les procureurs généraux dans leur ressort (1853-1869) ; organisation des sessions d'assises (1874-1879).
- BB/30/614 à 624. Justice dans les colonies, principalement en Algérie : personnel, organisation judiciaire, administration de la Justice. 1822-1913.
- BB/30/625 à 724. Sceau.
- Commission du sceau (1814-1831) ; organisation, comptabilité, personnel, locaux du service du sceau (1808-1883) ; conseil du sceau des titres (1859-1870) ; conseil du sceau des titres (1808-1814) ; affaires relevant du sceau : titres nobiliaires, dotations, majorats, anoblissements, armoiries des villes, naturalisations, dispenses pour mariages, changements de noms, autorisations de servir à l'étranger, réintégrations dans la qualité de Français (an IV [septembre 1795-septembre 1796]-1849) ; application du sceau (1832-1848) ; déclarations d'absences de militaires ou de marins (1846-1852).
- BB/30/725 à 742. Conseil d'État : organisation, fonctionnement, comptabilité, personnel. 1806-1904.
- BB/30/743 à 752. *Cotes vacantes.*
- BB/30/753 à 756. Relations du ministère de la Justice avec la Grande chancellerie de la Légion d'honneur. An X [septembre 1801-septembre 1802]-1873.
- BB/30/757 et 758. *Cotes vacantes.*
- BB/30/759 à 762/2. Imprimerie nationale, royale ou impériale : organisation, fonctionnement, personnel, comptabilité (1787-1883) ; *Bulletin des lois* (1790-1885).
- BB/30/763 à 871. Registres divers.
- Enregistrement de la correspondance du ministère de la Justice relative au personnel judiciaire (an XI [septembre 1802-septembre 1803]-1862) ; répertoires des mutations et des congés du personnel (1824-1841) ; état de la magistrature (1840-1879) ; enregistrement de

- la correspondance du ministère de la Justice, générale, relative aux frais de justice criminelle, de la direction des affaires civiles et du sceau (1817-1870) ; enregistrement des décrets et arrêtés de l'Assemblée nationale, du gouvernement provisoire, de la commission du pouvoir exécutif (1848) ; enregistrement des demandes de grâces pour des condamnés politiques (1852-1853) ; état des fournitures de sceaux, cachets et timbres aux cours et tribunaux (1830-1852) ; brevets d'investiture de dotations (1810-1812) ; enregistrement des renvois au Conseil d'État (1820-1837) ; enregistrement des pourvois en cassation (1860-1875).
- BB/30/872 à 946. *Cotes vacantes.*
BB/30/947 à 964. Affaires diverses.
- Anarchistes (1895) ; emprunt portugais de 1891 (1891) ; chemins de fer (1846-1870) ; marchés de la guerre de 1870-1871 (1871-1878) ; naturalisations de militaires des armées de l'Empire (1817-1827) ; transportation dans les colonies (1851-1882) ; loteries (1835-1885) ; presse (1844-1873) ; assises de 1854 (1854) ; affaire Lesurques ou du courrier de Lyon (an IV [septembre 1795-septembre 1796]-1868) ; relevés, par cour d'appel, des condamnations pour délits politiques (1862-1870) ; jury d'expropriation de la Seine (1833-1855) ; affaire Louis XVII (an III [septembre 1794-septembre 1795]-1817) ; affaire de la duchesse de Berry (1831-1832).
- BB/30/965 à 1113. Sceau. Dossiers personnels des titulaires de majorats (ordre alphabétique). 1808-1830.
BB/30/1114 à 1120. Sceau.
- Majorats, dotations, titres nobiliaires, armoiries, anoblissements, Français au service de l'étranger, naturalisations (1808-1877) ; comptabilité du service du sceau (1817-1840) ; titre de chevalier de la Légion d'honneur (1808-1860) ; ordonnances et décisions particulières du roi en matière de sceau (1814-1831) ; conseil du sceau des titres (1808-1811).
- BB/30/1121 à 1130/2. Mélanges.
- Affaires de colportages ou d'élections (1874-1879) ; décrets du gouvernement provisoire et arrêtés de la commission du pouvoir exécutif (1848) ; législation, tribunaux et personnel judiciaire en Algérie (1830-1893) ; *Journal des savants* (1816-1851) ; Légion d'honneur (an XI [septembre 1802-septembre 1803]-1848) ; cérémonial à observer par les membres des corps judiciaires lors des cérémonies publiques (1802-1888).
- BB/30/1131 à 1163/2. Circulaires du ministère de la justice
- Imprimés : rapports, projets d'avis et de décrets présentés par le Conseil d'État (1806-1818) ; ordonnances sur les pensions des fonctionnaires de l'ordre judiciaire (1814-1815) ; circulaires du ministère de la Justice (1790-1910).
- BB/30/1164 à 1175. Mélanges.
- Affaires et questions diverses relatives entre autres à la justice criminelle, au personnel judiciaire, aux naturalisations et dispenses pour mariages, à la préparation de projets de lois (1790-1900) ; notariat du Haut-Rhin (1820-1870) ; inspections faites par les procureurs généraux dans leur ressort (1884) ; grèves (1896-1898) ; insurgés de la Commune de Paris (1871-1876) ; rectifications d'actes de l'état civil (1859-1865) ; Cour de cassation : arrêts, personnel, *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation* (1817-1877).
- BB/30/1176 à 1456. États des individus jugés et précédemment condamnés pour crimes, délits ou contraventions (classement par cours). 1828-1901.
- BB/30/1457 à 1507/3. Imprimés : textes législatifs, projets de lois ou de résolutions, débats parlementaires, coupures de journaux, sur les questions et affaires les plus diverses (1844-1923) ; décisions rendues par le tribunal des conflits, convocations aux séances (1872-1908).
- BB/30/1508 à 1529. Organisation judiciaire, personnel judiciaire.
- Audiences de rentrée (1884) ; signatures, retraite des magistrats (1885-1922) ; affaires diverses concernant le personnel judiciaire (1916-1925) ; simplification des actes de procédure (1905) ; réorganisation des justices de paix (1884) ; organisation judiciaire des cantons de la Seine et de cantons nouvellement créés (1853-1904) ; fonctionnement de la justice en France et en Algérie pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918).
- BB/30/1530 à 1588. Affaires et questions diverses surtout économiques et financières.
- Effets de commerce, protêts, taux de l'intérêt légal (1845-1898) ; affaires prud'homales (1909-1920) ; loyers (1914-1927) ; dommages de guerre (1914-1924) ; accidents du travail (1907-1909) ; affaire du canal de Panama, affaire Malvy, affaire Oustric et consorts (1888-1932) ; spéculateurs, affaire Stavisky, événements du 6 février 1934 (1930-1934) ; révision du Code de justice militaire (1923-1930).
- BB/30/1589 à 1605. Sceau.
- Personnel, comptabilité du service du sceau (1823-1873) ; titres nobiliaires, anoblissements ou confirmations de noblesse, majorats, particule « de », naturalisations, changements de noms (xix^e siècle-1934) ; conseil du sceau des titres (1859-1870) ; décrets, ordonnances ou arrêtés portant collation de titres nobiliaires, anoblissements, armoiries ou

BB/30/1606 à 1613.	relatifs aux majorats (1808-1897). Mélanges. État civil, reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris (1841-1894) ; secours rouge international (1935) ; questions de jurisprudence (1806-1887) ; résidus d'affaires de toute nature (an XI [septembre 1802-septembre 1803]-1906).
BB/30/1614 à 1680. BB/30/1681 à 1696.	Liquidation des biens des congrégations religieuses. 1901-1913. Imprimés : projets de décrets, de lois et avis adoptés par le Conseil d'État (1862-1919) ; exemplaire du Code Napoléon [1807].
BB/30/1697. BB/30/1698 à 1700. BB/30/1701 à 1706.	Lettres de pairie, transmission de titres, etc. : ordonnances et décisions. 1819-1834. <i>Cotes vacantes.</i> Mélanges concernant la Troisième République. Conseil d'État : personnel, organisation, locaux, fonctionnement (1891-1937) ; officiers de renseignements au ministère de la Guerre, armistice du 11 novembre 1918 (1918) ; Alsace-Lorraine : organisation judiciaire, affaires diverses (1919-1939) ; affaire Stavisky, événements du 6 février 1934, affaires politiques diverses (1934-1938) ; interventions parlementaires auprès du garde des Sceaux, correspondance du Cabinet (1937-1940) ; projet de réorganisation administrative, procédure relative aux décrets-lois (1939) ; centre des Hautes Études musulmanes (1939) ; papiers de Renaud Dartiguepeyrou (1938-1940) ; papiers du Secrétaire général à la Justice, Georges Dayras. (1939-1940).

Régime de Vichy (1940-1944)

BB/30/1707 à 1709.	Papiers du Secrétaire général à la Justice, Georges Dayras. 1940-1943.
BB/30/1710 et 1711.	L'œuvre législative de Vichy.
BB/30/1712 et 1713.	Rapports franco-allemands : conventions d'armistice ; tribunaux et magistrats.
BB/30/1714 à 1716.	Fonction publique et magistrature : statut des fonctionnaires, Israélites, sociétés secrètes ; personnel judiciaire.
BB/30/1717.	Conseil d'État.
BB/30/1718 à 1720.	Juridictions spéciales : Cour suprême de justice, Sections spéciales, Tribunal d'État.
BB/30/1721.	Courrier.
BB/30/1722.	Circulaires.
BB/30/1723.	Contrôles techniques : organisation du service, interception de lettres émanant de ou adressées à des internés politiques ¹ .

Commissariat à la Justice d'Alger (1941-1944)

BB/30/1724 à 1728.	Divers (dossiers classés en une série alphabétique) : Assemblée consultative provisoire, Cour de cassation, Défense nationale, Maroc, personnel, Résistance, Tunisie, vérification des internements abusifs, etc.
BB/30/1729 à 1731.	Travaux législatifs et judiciaires ; épuration ² .
BB/30/1732 à 1735.	Documentation générale : Affaires étrangères, musulmanes, sociales, Air, Colonies, comité économique, comité pour la préservation et le développement de la population, éducation nationale, finances, guerre, information, prisonniers, production, ravitaillement, reconstruction, régions libérées.
BB/30/1736 à 1739.	Personnel et comptabilité.

Gouvernement provisoire et Quatrième République

BB/30/1740 à 1754.	Inspection générale des services judiciaires. 1944-1947. 1470. Délégations militaires ³ . 1944-1946.
--------------------	--

¹ Voir aussi, BB/30/1886 à 1888.

² Voir aussi BB/30/1738.

³ Sur les trois délégations créées par le commissariat à la Justice d'Alger pour suivre les troupes en opérations sur le sol français et renseigner le Gouvernement provisoire sur l'état des circonscriptions judiciaires, deux seulement fonctionnèrent, celle de la zone-nord et celle de la zone-sud.

- 1741 à 1754. Inspection générale : série par cour (personnel, rapports d'inspection, cours de justice, mandats et contumaces, auxiliaires)⁴.
BB/30/1755 à 1784. Cabinet du garde des sceaux . 1944-1954.
1755 à 1772. Courrier départ des chefs de cabinet. 1944-1953.
1773 à 1784. Documentation générale : bureau des Passages, personnel, locaux, relations avec les Alliés, tribunaux militaires internationaux, organisation judiciaire dans la zone françaises d'occupation, Délégation française à la Conférence pour l'organisation d'une Communauté européenne de défense. 1944-1954.

Service de recherche des crimes de guerre (1941-1949)

- BB/30/1785. Commissariat à la Justice d'Alger : Commission intercommissariale des crimes de guerre. 1943-1945.
BB/30/1786 à 1831. Service de recherche des crimes de guerre ennemis (S.R.C.G.E.).
1786. Organisation. 1944-1951.
1787 à 1795. Correspondance. 1944-1948.
1796 et 1797. Rapports du S.R.C.G.E. avec le Tribunal militaire international et les tribunaux américains de Nuremberg. 1946-1948.
1798 et 1799. Jugements rendus contre des criminels de guerre par les tribunaux militaires français en Allemagne et contre les personnels d'encadrement des camps de concentration. 1946-1948.
1800 à 1805. Courrier départ. 1944-1948.
1806 à 1825. Documentation. 1943-1948.
1826 à 1831. Délégations régionales. 1944-1949⁵.

Gouvernement provisoire, Quatrième République (suite) et Cinquième République

- BB/30/1832 à 1841. Service du contentieux (ex-direction du personnel et de la comptabilité).
1832 à 1836. Épuration de la magistrature. 1944-1960.
1837 et 1838. Reconstitutions de carrière de magistrats. 1944-1961.
1839 et 1840. Épuration du Conseil d'État. 1944-1965.
1841. Divers : pourvois de magistrats d'Outre-mer et des cadres de la justice musulmane. 1943-1959.
BB/30/1842 à 1875. Cabinet du garde des sceaux. 1946-1976.
BB/30/1876 à 1885. Cabinet du secrétariat d'Etat à la condition pénitentiaire. 1974-1976.
BB/30/1886. Cabinet du garde des Sceaux : dossier « Affaires criminelles classées », 1941 ; négociations avec le Vietnam, le Laos et le Cambodge, 1949-1953.
BB/30/1887 et 1888. Direction des Affaires criminelles et des grâces : dispositions législatives demandées par les autorités allemandes ; activités communistes ou anarchistes : Tribunal d'État et tribunaux établis auprès des cours d'appel. 1940-1944⁶.
BB/30/1889. Direction des Affaires civiles et du Sceau : textes législatifs relatifs à la Haute Cour de Justice, 1944-1955⁷ ; direction des services judiciaires, 1967.
BB/30/1890. Service de recherche des crimes de guerre ennemis : destructions ou violences commises⁸.
BB/30/1891 à 1967. Procès de Klaus Barbie devant la cour d'assises du Rhône à Lyon : enregistrement audiovisuel et transcriptions. 11 mai-3 juillet 1987⁹.

⁴ Voir aussi 490 AP, Papiers de Maurice Rolland, inspecteur général des services judiciaires, sur la justice en France durant et après la Seconde Guerre mondiale (Résistance, épuration, réorganisation).

⁵ Voir aussi BB/30/1980.

⁶ BB/30/1886 à 1888, suite de BB/30/1707 à 1723.

⁷ Voir BB/30/1778 : personnel de la Haute Cour.

⁸ Suite de BB/30/1785 à 1831.

⁹ Voir aussi 7AV/6 à 375 et 8AV/1 à 185.